

Aufnahms-Gesuche = Demandes d'admission

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels**

Band (Jahr): **16 (1907)**

Heft 11

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

N° 11.

Abonnement

Für die Schweiz

- 1 Monat Fr. 1.25
- 2 Monate " 2.50
- 3 Monate " 3.50
- 6 Monate " 6.00
- 12 Monate " 10.00

Für das Ausland:

- 1 Monat Fr. 1.60
- 2 Monate " 3.20
- 3 Monate " 4.50
- 6 Monate " 8.50
- 12 Monate " 15.00

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

8 Cts. per 1spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt.

Vereins-Mitglieder bezahlen 4 Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Schweizer Hotel-Revue



REVUE SUISSE DES HÔTELS

Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins.

16. Jahrgang | 16^{me} Année

Erscheint Samstags. Parait le Samedi.

Organe et Propriété de la Société Suisse des Hoteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel. * TÉLÉPHONE 2406. * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Inseraten-Aannahme nur durch die Expedition dieses Blattes und die „Union-Reklame“ in Luzern — Les annonces ne sont acceptées que par l'admin. de ce journal et l'„Union-Reclame“ à Lucerne

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

N° 11.

Abonnements

Pour la Suisse:

- 1 mois Fr. 1.25
- 2 mois " 2.50
- 3 mois " 3.50
- 6 mois " 6.00
- 12 mois " 10.00

Pour l'Étranger:

- 1 mois Fr. 1.60
- 2 mois " 3.20
- 3 mois " 4.50
- 6 mois " 8.50
- 12 mois " 15.00

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

annonces:

8 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.

Les Sociétaires payent 4 Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

Aufnahms-Gesuche. Demandes d'Admission.

- Herr Dr. A. Fischer, als Mitbesitzer und Vertreter der Kuranstalt „Auf der Waid“ bei St. Gallen 70
- Faten:* H. R. Mader, Hotel Walhalla, und A. Fellmann, Hotel Hirschen, St. Gallen.
- Monsieur Franz Th. Koch, Propr. de l'Hôtel du Léman, Lausanne 35
- Farrains:* MM. B. Bisinger, Hotel Jura-Simplon, et G. Quéroul, Hotel Central, Lausanne.
- Herrn P. Weber & Cie., Besitzer des Schlosshotel Riviera, Castagnola-Lugano
- Faten:* H. Brocca, Hotel Metropole, Lugano, und H. Weithard-Stierlin, Hotel Limmathof, Zürich. 20

Zu gunsten des Tschumifonds der Fachschule

- haben folgende Mitglieder auf ihre ausgelosten Anteilsscheine verzichtet und werden selbige hiermit quittiert und bestens verhandelt.
- A.-G. Hotel Engadinerkum Fr. 100. —
- A. Béna, Béna's Hotel de la Paix, Lugano " 200. —
- Casp. Badrutts Erben, Palace Hotel, Hotel Caspar Badrutt und Privat-Hotel, St. Moritz-Dorf 100. —
- R. Mader, Hotel Walhalla, St. Gallen " 200. —
- Der Kassier des Tschumifonds: **J. Boller.**

Procès-verbal

de la séance du Comité le 2 mars 1907, à 2 heures de l'après-midi, à l'Hôtel Central, à Zurich.

- Sont présents:
- MM. F. Morlock, président,
 - A. Béna, vice-président,
 - E. Moeklin, suppléant,
 - W. Hafen,
 - O. Amsler, secrétaire.

Le président, Monsieur Morlock, souhaite la bienvenue aux membres présents et plus spécialement à Monsieur Hafen, en sa qualité de membre nouvellement élu.

Ordre du jour.

1. Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.
2. Bureau central pour la réclame d'hôtel. L'avant-projet pour la centralisation de la réclame d'hôtel des sociétaires, présenté dans ses grandes lignes par le secrétaire est discuté article par article et est adopté dans son ensemble. L'avant-projet prévoit un bureau de réclame formant une section du Bureau central officiel de Bâle, avec directeur et personnel particuliers et une comptabilité séparée. Le comité charge le secrétaire de l'élaboration définitive du projet, de façon à ce qu'il puisse être envoyé aux sociétaires avec le rapport annuel, aux fins d'être soumis à l'examen de la prochaine assemblée générale. Le secrétaire doit aussi préparer le projet d'un cahier des charges pour le chef de cette division.
3. Brochure commémorative. Le Comité approuve la brochure si détaillée du secrétaire et en remercie l'auteur. Elle comprend 60 pages n°4 et sera envoyée aux sociétaires en même temps que le rapport annuel.

4. Examens d'apprentis-cuisiniers. La section suisse de l'Union internationale des cuisiniers ayant demandé au Comité de la Société suisse des hôteliers de faire de la propagande pour ses examens d'apprentis, il lui est répondu que conformément au système observé vis-à-vis de l'Union Helvétia, il ne sera pas accordé de concessions spéciales.

5. Assurance en cas de chômage. La maison Denner frères, à Zurich, agence générale de l'„Urbaine“ à Paris, déclare par lettre que la Compagnie ne peut accorder de réduction sur les primes. Par contre, elle en offre une de 5%, au profit de la Caisse de la Société et une réduction des prix de polices. Le Comité décide de conclure un contrat sur cette base, mais de stipuler que la réduction serait au profit des sociétaires assurés et non à celui de la caisse de la Société, car il est à désirer que tous les sociétaires entrent dans cette assurance. Les offres de la même maison et d'autres agences pour l'assurance des machines, des toitures en verre et des serres en cas de grêle et d'orage, des dégâts occasionnés par la rupture des conduites d'eau, etc., ne sont pas prises en considération.

6. Étalonnage des tonneaux. La Société des hôteliers à Interlaken, prie le Comité de soutenir les efforts de la Société suisse des cafetiers, pour arriver à l'étalonnage des tonneaux et d'envoyer à cet effet une délégation à l'assemblée convoquée par la Société suisse des cafetiers, dans le courant du mois de mars. Le président a pris des renseignements à ce sujet au secrétaire de la Société suisse des cafetiers. Il lui fut répondu que le Comité central n'avait aucune connaissance, ni de l'affaire même, ni de la convocation d'une assemblée. Cependant notre Comité ne perdra pas de vue cette question, bien que la Société des Hoteliers à Interlaken doive savoir qu'il y a 5 ans notre Société a adressé une pétition à Berne, de concert avec les Sociétés suisses des marchands de vin et des cafetiers, pour obtenir que les boissons en tonneaux ne puissent être vendues qu'au poids, et toutes les autres dans des ustensiles étalonnés.

7. Service militaire des employés d'hôtels. La Société des Hoteliers à Genève, demande qu'on adresse une pétition aux Autorités fédérales pour examiner la question, comment il serait possible de régler le service militaire des employés de façon à ce qu'il ne tombe jamais dans le temps du 15 juillet au 15 septembre. Le Comité fait remarquer qu'il a adressé une pétition de ce genre au Département fédéral militaire, en septembre 1906. Ce dernier a répondu négativement et d'une manière si énergique, qu'il est à prévoir qu'une seconde pétition de ce genre serait sans résultat. En outre, il faut convenir qu'il n'est pas rare que le Département militaire accorde le renvoi du service militaire à une autre époque à ceux qui en font la demande, quand la chose est faisable. Le Comité est d'avis de ne pas faire de nouvelle pétition pour le moment.

8. Assemblée générale 1907. Le programme de fête pour l'Assemblée générale, élaboré par la Société des Hoteliers à Lugano, de concert avec notre secrétaire, est approuvé. L'assemblée aura lieu les 6, 7 et 8 juin. Le programme sera publié dans l'organe au commencement de mai.

Etant donné que les Chemins de fer fédéraux accordent à certaines sociétés des réductions de billets à l'occasion de leurs assemblées générales et que les Chemins de fer italiens sont très larges à cet égard, le Comité décide de demander à la Direction générale des C.F.F. si elle serait disposée d'accorder une réduction

sur ses lignes, aux participants de notre assemblée générale, soit sur les billets aller et retour, soit sur les abonnements généraux de 15 jours. Cette dernière alternative paraît être la plus opportune.

9. Exclusion d'un membre. En vertu du § 12 des statuts, Monsieur J. Mader, Directeur de l'Hôtel Moderne, à Genève, est exclu de notre Société.

10. Secours. Le Comité autorise la „Revue des Hôtels“ d'ouvrir sous son propre gré une souscription publique, au profit des propriétaires du Kurhaus Seeben, victimes d'une avalanche.

11. Communications. Ainsi que l'a annoncé l'organe, Monsieur W. Hafen, du Grand Hôtel à Baden, a été élu membre du Comité, en remplacement de M. Wegenstein, avec 18 voix sur 19. — La Société des Hoteliers à Genève, demande au Comité de tâcher d'obtenir qu'il soit fait une loi fédérale, d'après laquelle l'on puisse poursuivre judiciairement dans toute la Suisse, tous les escrocs d'hôtels; à cet effet, le Comité a chargé l'avocat de la Société d'élaborer une pétition à adresser à la commission chargée de revoir le Code pénal fédéral. — La tantième due à la Société par les Compagnies d'assurances en cas d'accidents „Winterthur“ et „Zurich“ s'est élevée à fr. 13,301.55. Cette somme est consacrée à l'Ecole hôtelière pour le remboursement des parts.

Clôture de la séance à 5 heures.
Le président: F. Morlock.
Le secrétaire: O. Amsler.

Ein Beitrag zum Kapitel Vertragsbruch.

In No. 10 des „Verband“, offizielles Organ des Internationalen Genfer Verbandes der Hotelangestellten, erschien ein „Der Krieg im Frieden“ überschriebener Artikel eines Mitarbeiters über das Thema Vertragsbruch. In diesem wird u. a. behauptet, dass, wenn man immer beide Parteien hören könnte, meistens überhaupt kein gewolltes Verschulden gefunden würde. Auch da wo ein solches vorliege, entstehe bei 1000 Fällen höchstens in einem ein wirklicher Schaden. Diesen Behauptungen tritt ein Mitglied des Schweizer Hotelier-Vereins, Hr. W. Kuss, der im Winter in Rom, im Sommer in Luzern als Hotelier waltet und der von der Pique auf im Fach gedient hat, in einem Schreiben an die Redaktion der „Hotel Revue“ entgegen. Er sagt, dass der vertragsbrüchige Angestellte vor diesem Bruch in der Regel bereits eine ihm besser scheinende Stelle angenommen habe und also die Schuld nur auf seiner Seite liege. Dadurch entstehe für den Arbeitgeber fast immer ein Schaden, indem er dann im letzten Momente unter Umständen genötigt ist, auch unfähiges Personal zu engagieren, wodurch ein Geschäft offenbar geschädigt werde.

Zu dieser Anschauung ist Hr. W. Kuss leider durch eigene Erfahrung gelangt. Als Dokumente dafür sendet er uns vier Briefe eines Herrn Josef Hausner aus Karlsbad, z. Z. in Vevey, der sich bei ihm, Hrn. Kuss, als Oberkellner beworben hatte, engagiert wurde, aber vor Antritt der Stelle vom Engagement zurücktrat. Da diese Geschichte eine interessante Illustration zum Kapitel Vertragsbruch darstellt, so wollen wir deren einzelne Phasen hier verfolgen, auf Grund der Briefe beider Teile.

Der erste Brief des Bewerbers datiert vom 22. Januar 1907. Er empfiehlt sich unter Beleuchtung seiner Fähigkeiten für die Sommersaison als Oberkellner zu Hrn. Kuss nach

Luzern. Er habe sowieso die Absicht, in Luzern, dessen Verhältnisse er ändern vorziehe, sich dauernd niederzulassen und wäre Herrn Kuss zu Dank verpflichtet, wenn er ihn mit seinem Vertrauen beehren würde. An Angabe guter Referenzen fehlt es auch nicht.

Daraufhin schrieb ihm Herr Kuss am 28. Januar seine Bedingungen. Bereits am 1. Februar antwortete Hr. H., er sei gerne bereit, die Stelle anzunehmen, zumal er viel Gewicht darauf lege, einen selbständigen Posten zu haben. Er bittet um Mitteilung des Eröffnungs-termins des Hotels in Luzern und empfiehlt sich noch besonders für Abschluss von Personal-Eingagements, Korrespondenz, Reception und legt noch sein letztes Originalzeugnis bei.

Auf dieses Schreiben hin hat Hr. Kuss Hrn. H. postwendend engagiert und soweit war nun die Angelegenheit erledigt. Eine sagende und bindende Mitteilung des Engagierten an den Prinzipal liegt zwar nicht vor, aber dass er sich als engagiert betrachtet und stillschweigend zustimmt, geht aus seinem Schreiben vom 3. März hervor, das der Sache nun die unliebsame Wendung gab. Hr. H. meldete, dass er betr. Eintritt resp. Antritt der Stelle Bedenken habe, seine Verpflichtung zu erfüllen, indem unerwartet die Mutter seiner Braut gestorben, diese nun Waise sei und er vor dem entscheidenden Moment stehe, nach Möglichkeit in Kurzem sich selbständig zu machen. Er schreibt: „Es bietet sich mir nun Verschiedenes zur Etablierung und möchte ich dies selbstverständlich einer Stelle vorziehen. Als Fachmann werden Sie gewiss mein Streben und Vorhaben billigen und mir dadurch behilflich sein, mich des bereits abgeschlossenen Engagements zu entheben, so gerne ich bei Ihnen gewesen wäre . . . Ich will Ihnen gerne behilflich sein, dass Sie den richtigen Mann finden, statt meiner.“

Herr Kuss verlangte auf dieses Schreiben hin Belege für die darin angeführten Gründe und erhielt darauf einen vom 5. März datierten Brief des Hrn. Hausner, worin dieser unvorhergesehene Familienverhältnisse als einzigen Grund für seine Absage nennt, in erster Linie andauernde Kränklichkeit seiner Mutter, dann die Tendenz, sich mit seiner Braut selbständig zu machen; die Annahme einer anderweitigen Stelle als Oberkellner sei vollends ausgeschlossen. Nochmals wird in dem Liefere der Wunsch geäußert, Hr. K. möge ihn vom Engagement entheben und damit von vieler Sorge.

Was wollte der Prinzipal in diesem Falle tun, als wider Willen den Engagierten fahren zu lassen? Er bemerkt dazu in seinem Schreiben an uns: „Wenn jeder Hotelangestellte sämtliche Krankheits- und Todesfälle in seiner Verwandtschaft, ausserdem noch die von der zukünftigen Schwiegermutter, bei Antritt von Stellen berücksichtigen würde, so würden sehr wenig entreten.“ Und weiter: „Ich bin von diesem Falle um so mehr unangenehm berührt, da ich über den Winter als Direktor in Rom engagiert bin und erst am 1. Juni nach Luzern komme. Der Oberkellner aber, hat das Hotel zu eröffnen und bis zu meiner Ankunft zu leiten, infolgedessen ist dies eine verantwortliche Stelle, für welche ich nicht den Ersten Besten nehmen kann. Ich bin hier sehr beschäftigt, war froh, dass diese wichtige Angelegenheit erledigt war und nun kann ich mich von Neuem auf die Suche machen, um den passenden Mann zu finden. Und dennoch gibt es noch Leute, die behaupten, es entstehe kein Schaden aus einem Vertragsbruch!“

Vielleicht trägt die Publikation dieser Geschichte dazu bei, dass solche Fälle seltener werden. Dann wäre beiden Teilen gedient.